

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure n°2018-44920
Installations classées pour la protection de l'environnement
le Syndicat mixte HYDREAULYS à Saint-Cyr-l'Ecole et Bailly**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2013108-0008 du 18 avril 2013 modifié autorisant le Syndicat Mixte d'Assainissement de la Région Ouest de Versailles (SMAROV) à poursuivre l'exploitation de la station d'épuration du Carré de Réunion située sur les communes de Bailly et Saint-Cyr-l'Ecole, 7 avenue de Villepreux ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014322-0004 du 18 novembre 2014 autorisant le SMAROV à exploiter une unité de traitement de sables et de boues de curage de réseaux d'assainissement et de voiries, dans l'enceinte de la station d'épuration du Carré de Réunion ;

Vu le récépissé en date du 23 octobre 2017 donnant acte au syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS de sa déclaration de succession au SMAROV pour l'exploitation des installations de la station d'épuration du Carré de Réunion ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 janvier 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 4 décembre 2017 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 29 janvier 2018 ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 4 décembre 2017, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan prévu à l'article 7.7.7 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2013, identifiant en particulier les dispositifs de coupure de fluides et les commandes d'équipements de sécurité ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter immédiatement la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui y sont apportées, prévue à l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2013. Après quelques recherches, il a présenté une liste sans pouvoir assurer qu'il s'agissait bien de celle prévue à l'article 7.5.1 mentionné ci-dessus. La liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui y sont apportées par l'exploitant ne fait donc pas l'objet du suivi rigoureux prévu par l'arrêté préfectoral du 18 avril 2013 (article 7.5.1) ;

- L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitations prévues à l'article 8.5.7 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2013 concernant les mesures à prendre pour isoler le gazomètre et la conduite à tenir en cas de situation dégradée notamment en cas de franchissement des seuils prévus aux articles 8.5.3 à 8.5.6 du même arrêté ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements aux prescriptions des articles 7.7.7, 7.5.1 et 8.5.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013108-0008 du 18 avril 2013 sus mentionné ;

Considérant que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure le syndicat mixte d'assainissement HYDREAULYS de respecter les prescriptions des articles 7.7.7, 7.5.1 et 8.5.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013108-0008 du 18 avril 2013 sus mentionné, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les observations de l'exploitant ne remettent pas en cause les constats de l'inspection ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : Le Syndicat HYDREAULYS exploitant la station d'épuration du Carré de Réunion sur les communes de Bailly et de Saint-Cyr-l'Ecole, 7 avenue de Villepreux, est mise en demeure de respecter, dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2013108-0008 du 18 avril 2013 :

- l'article 7.7.7, en établissant le plan qui y est mentionné ;
- l'article 7.5.1, en établissant et transmettant à l'inspection des installations classées la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui y sont apportées ;
- l'article 8.5.7, en établissant les consignes d'exploitations qui y sont indiquées ;

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

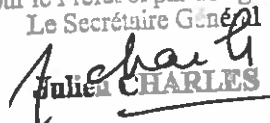
Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au Syndicat HYDREAULYS et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
- maire de la commune de Saint-Cyr-l'Ecole,

- maire de la commune de Bailly
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 12 FEV. 2018

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Julien CHARLES

